

Enseignants, parents, élus mais aussi associations de RASED (FNAME, FNAREN et AFPEN) se sont rassemblés le 18 mai à proximité du ministère de l'Education Nationale à l'appel du SNUipp.FSU, pour manifester contre les suppressions de postes prévues en 2011 et 2012.

Le matin même sur France Inter Luc Chatel avait eu beau dire qu'il poursuivrait « la feuille de route » du président Sarkozy avec le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans l'Education Nationale, cela ne les a pas découragés. Ce mercredi 18 mai, ils sont venus de nombreux départements de France pour former un cortège coloré et bigarré et dire que « pour l'école, on ne se laisse pas faire ».

A l'invitation du SNUipp.FSU, des enseignants, les représentants des trois associations d'enseignants spécialisés (FNAME, FNAREN, AFPEN), des parents d'élèves de la FCPE ou d'associations locales, des élus conseillers municipaux ou parlementaires, se sont retrouvés à proximité du ministère où une délégation a été reçue pour faire entendre la voix du mécontentement et l'appel de la communauté éducative pour l'avenir de l'école.

La diversité des départements et des acteurs

Plus que le nombre de participants - un bon millier - c'est la diversité des départements représentés, la diversité des acteurs présents qui a fait la force de ce rassemblement ; une initiative conçue comme une suite naturelle aux nombreuses actions et mobilisations qui depuis le mois de mars accompagnent dans chaque département la présentation de la carte scolaire et son lot de suppressions de postes et de classes. Le rassemblement d'hier a été aussi l'occasion pour nombre de participants de témoigner des situations parfois absurdes qu'ils rencontrent sur le terrain. Ainsi, Olivier Campagnole, un parent d'élèves venu du Lot parce que dans le RPI où ses enfants sont scolarisés le départ à la retraite d'un enseignant se traduit par la fermeture d'une classe et donc d'une des trois écoles du réseau. Ainsi aussi Corinne Cadays-Delhôme, adjointe au Maire de La Courneuve en Seine Saint-Denis, une commune qui subit des fermetures de classes depuis de nombreuses années et où une école construite en remplacement d'une autre vouée à la destruction ne se retrouvera pas classée en ZEP comme la précédente...

Une autre politique budgétaire

Hier, des députés sont aussi venus dire leur inquiétude, comme Laurence Dumont (PS) élue dans le Calvados pour qui « les lettres de cadrage du prochain budget indiqueront qu'on sera dans la même configuration l'année prochaine », ou comme Marie-Hélène Amiable (PC) élue des hauts de Seine qui a dénoncé un « jeu de massacre dans l'éducation ». Les effets de cette politique aveugle qui se traduira par la suppression de 8 967 postes et la fermeture de 1 500 classes dans le primaire à la prochaine rentrée sont déjà annoncés : fermetures d'écoles en zones rurales, diminution de la scolarisation des moins de trois ans, suppressions de postes d'enseignants spécialisés, augmentation du nombre d'élèves par classes, formation initiale au rabais et formation continue qui rétrécit, remplacements de plus en plus difficile à réaliser... Les manifestants sont venus dire combien une autre politique budgétaire est nécessaire pour faire réussir tous les élèves, à quel point ils ne veulent pas que le budget 2012 poursuive la même logique alors que Matignon doit transmettre aujourd'hui aux ministres leur lettre de cadrage.

« On a besoin de formation, de travail en équipe, de plus de maîtres que de classes et c'est ça les clefs majeures de la transformation de l'école » a lancé hier Sébastien Sühr, le secrétaire général du SNUipp.FSU pour qui la poursuite de la politique actuelle pourrait conduire à la fermeture de 5 000 autres classes à la rentrée 2012 :

« la feuille de route actuelle du gouvernement conduit l'école dans le mur. »